

Aurore LALUCQ, Chair,
Committee on Economic
and Monetary Affairs ©
European Union (2024) -
European Parliament



Aurore Lalucq, Chair, Committee on Economic and Monetary Affairs © European Union (2024) - European Parliament

EUROPE - LE SCANDALE DE TROP - ACTE 3 : L'EURO NUMERIQUE (MNBC) VERSION OFFICIELLE – PREMIERES REMARQUES

https://www.ecb.europa.eu/euro/digital_euro/progress/html/ecb.deprp202510.en.html

https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2026/html/ecb.sp260603_1~2801335beb.fr.html

VERSION OFFICIELLE

A. L'EURO NUMERIQUE : LE PROJET INDISPENSABLE ET URGENT ?

Voici quelques extraits du premier document référencé ci-dessus (seulement disponible en anglais, et truffé de pièges pour une traduction automatique):

« Phase de préparation d'un euro numérique - Rapport de clôture ».

- Le projet euro numérique de l'Eurosystème vise à adapter la monnaie des banques centrales à l'ère numérique, en répondant aux défis actuels de l'écosystème européen des paiements.
- Un domaine important de la phase de préparation a été le développement ultérieur du projet de règlement du système numérique euro.
- Le choix des prestataires pour la plate-forme numérique de services en euros (DESP) a été une autre étape clé atteinte.
- Parallèlement, la BCE a lancé une plate-forme d'innovation pour explorer comment l'euro numérique pourrait soutenir l'innovation dans les paiements et répondre aux nouveaux besoins du marché.
- Garantir l'accessibilité et l'inclusion a été un principe directeur dans la conception de l'euro numérique.
- Sur le plan technique, la BCE a fait progresser son analyse pour garantir que l'euro numérique reste opérationnel et résilient dans un large éventail de scénarios, y compris en cas d'urgence telles que les pannes de courant ou de réseau.
- Pour garantir que la conception de l'euro numérique soit inclusive et réponde aux besoins des citoyens et commerçants européens, la BCE a mené des recherches sur les utilisateurs tout au long de la phase de préparation, en se concentrant sur les préférences et comportements de paiement.
- L'engagement des parties prenantes a été une pierre angulaire pour faire progresser les travaux techniques sur la conception de l'euro numérique lors de la phase de préparation.
- La BCE a également continué à collaborer régulièrement avec les institutions de l'UE tout au long de la phase de préparation, apportant des contributions techniques pour soutenir le processus législatif et tenant l'Eurogroupe et le Parlement européen informés des développements des projets.
- Le 23 octobre 2025, les dirigeants européens ont appelé à des progrès accélérés dans le développement d'un euro numérique.
- La BCE vise à être prête pour une éventuelle première émission de l'euro numérique au cours de 2029. Cela repose sur l'hypothèse de travail que les colégislateurs européens adopteront le Règlement sur la Création de l'Euro Numérique au cours de l'année 2026.

- Pour réaliser cette ambition commune, l'Eurosystème se concentrera sur trois principaux axes de travail : améliorer la préparation technique, approfondir l'engagement sur le marché et soutenir le processus législatif.
- La préparation continue de l'Eurosystème pour un euro numérique suivra une approche de mise en œuvre flexible, assurant l'alignement avec le processus législatif.
- La décision possible du Conseil d'administration de la BCE concernant l'émission d'un euro numérique, et à quelle date, ne sera prise qu'une fois l'adoption de l'acte législatif.

1. Introduction

- Le projet de l'euro numérique est une initiative stratégique de l'Eurosystème visant à sauvegarder le rôle de la monnaie des banques centrales dans une économie en rapide numérisation.
- Le paysage européen des paiements reste fragmenté, de nombreux pays s'appuyant fortement sur des fournisseurs non européens pour les transactions numériques.
- De plus, il n'existe pas d'option européenne de paiement électronique couvrant l'ensemble de la zone euro.
- Parallèlement, l'utilisation de l'argent liquide continue de diminuer.
- L'euro numérique est conçu pour relever ces défis en fournissant une solution publique de paiement numérique pan-européenne qui couvre tous les cas d'usage et permet aux gens de payer partout en Europe, tout en étant résilient, inclusif et à l'épreuve de l'avenir.
- L'euro numérique est conçu pour garantir que les paiements restent possibles en toutes circonstances, l'inclusion étant son principe directeur.
- En 2021, l'Eurosystème a entamé la phase d'investigation (2021-2023) au cours de laquelle il a développé une conception produit de haut niveau ainsi que les exigences utilisateur fonctionnelles et non fonctionnelles associées à un euro numérique.
- La collaboration avec les parties prenantes a été centrale tout au long de l'intervention, renforçant l'engagement du projet envers l'inclusivité, l'ergonomie et la transparence.
- Ce rapport présente un aperçu des travaux réalisés lors de la phase de préparation entre novembre 2023 et octobre 2025.

2. Élaboration d'un projet de règlement sur le système numérique de l'euro

- Un axe clé lors de la phase de préparation biennale du projet sur l'euro numérique a été le développement ultérieur du projet de règlement du schéma de l'euro numérique.
- Le règlement est développé dans un processus collaboratif et itératif avec le soutien du Groupe de Développement du Règlement (RDG en anglais) du régime de l'euro numérique.
- La publication du projet de règlement du système numérique en euros en juin 2025 a marqué le début d'une consultation de marché de quatre mois avec les participants au marché, qui a été finalisée fin octobre 2025.
- En regardant vers l'avenir, l'évaluation et la révision du projet de règlement à la lumière des retours des membres du RDG et de leurs électeurs sera essentielle pour son développement futur.

3. Sélection des prestataires de services et activités d'approvisionnement

- Un objectif clé de la phase de préparation était de sélectionner les fournisseurs pour les composants numériques de l'euro et les services associés.
- Dans le cadre du processus d'appel externe, la BCE a lancé cinq procédures d'appel d'offres public couvrant...
- Avec la publication des [Contractual Notices](#) le 2 octobre 2025, l'Eurosystème a finalisé la sélection des prestataires pour chacune des cinq composantes.
- Tous les prestataires sont des ressortissants de l'UE contrôlés par des ressortissants de l'UE¹ ce qui contribue à garantir l'autonomie européenne de l'euro numérique.
- Parallèlement à l'acquisition de composants externes, la BCE a lancé un appel à offres auprès de tous les BCN de l'Eurosystème pour fournir des composantes clés telles que la compensation, le règlement et l'émission.
- Le coût final d'un euro numérique – tant pour son développement que pour son exploitation – dépendra de sa conception finale, des composants et des services associés à développer.
- Pour compléter ces efforts, et en préparation de la prochaine phase du projet, la BCE a publié un [call for applications for digital euro network service provider connectivity](#).

4. Apprendre par l'expérimentation

- S'appuyant sur les conclusions de la phase d'investigation, la BCE a lancé ses activités d'expérimentation pour façonner la vision à long terme de l'euro numérique et s'engager avec le marché sur des cas d'utilisation innovants.
- La plate-forme d'innovation était structurée en deux axes de travail : « pionniers » et « visionnaires ».
- Les résultats de la plate-forme d'innovation ont mis en lumière : la forte demande du marché et le potentiel de l'euro numérique pour favoriser l'innovation, avec un large éventail de participants explorant et testant de nouvelles fonctionnalités ; l'importance de normes harmonisées et d'une architecture flexible pour soutenir les développements réglementaires et technologiques futurs.

5. Travaux techniques sur la conception de l'euro numérique

La phase de préparation comprenait des travaux techniques ciblés sur les caractéristiques de conception d'un euro numérique potentiel.

5.1 Fonctionnalité hors ligne

La fonctionnalité hors ligne de l'euro numérique est en cours de développement pour améliorer l'accessibilité et la résilience des paiements numériques, en soutenant un large éventail de scénarios de paiement

Les travaux techniques se sont concentrés sur la possibilité de paiements hors ligne via carte ou téléphone via des environnements sécurisés tels que l'élément sécurisé intégré et l'eSIM.

Parmi ces options, les eSIM devraient gagner le plus d'influence sur les appareils grand public grâce à leur adoption croissante sur une large gamme de smartphones et de wearables.

Les résultats analytiques sur la fonctionnalité hors ligne ont été régulièrement partagés avec les colégislateurs européens et les parties prenantes du marché, notamment à travers des séminaires techniques et des sessions ERPB (voir aussi la Section 6). Engagement avec les parties prenantes externes).

5.2 Architecture technique

- Dans le cadre de cette analyse technique plus large, l'Eurosystème a exploré comment l'euro numérique en ligne pourrait être soutenu par une architecture système résiliente et préservant la vie privée.
- *Du point de vue de la vie privée, l'euro numérique est conçu comme un écosystème avec des données minimisées et des informations ségréguées, et avec un traitement distribué et ségrégué entre les composants individuels du DESP, dans lequel les identités des utilisateurs finaux ne sont pas visibles pour l'Eurosystème.*
 - Pour garantir la continuité de la fonctionnalité dans des conditions défavorables telles que les perturbations numériques, l'architecture inclurait des garanties pour les situations d'urgence.
 - Pour garantir un service ininterrompu, l'Eurosystème exploiterait un registre central dans une configuration multi-région, hébergé dans trois régions différentes, chacune équipée de plusieurs serveurs à différents endroits.
 - Pour garantir une mise en œuvre rentable et une intégration fluide avec les systèmes existants, l'euro numérique est conçu pour utiliser les normes du marché pour l'interaction entre les PSP et le DESP, tout en employant des technologies de pointe.
- Le design envisagé intègre des capacités avancées, notamment une capacité de réservation de fonds à la pointe de la technologie qui prend en charge une gamme diversifiée de fonctionnalités innovantes, y compris les paiements conditionnels.
- De plus, des conditions spécifiques régissant la libération des fonds réservés pourraient être fixées dans une couche de conditionnalité dédiée développée par les participants au marché.

5.3 Accessibilité et inclusion

- L'euro numérique serait monnaie légale. Par conséquent, garantir qu'il soit accessible à tous les citoyens et hautement utilisable – quel que soit l'âge, les capacités ou la culture numérique – a été un principe directeur tout au long de la phase de préparation.
- La recherche utilisateur (voir aussi Section 6.1 Recherche utilisateur) a renforcé l'importance d'un design inclusif et convivial.
- Parallèlement, la BCE a collaboré avec des organisations de la société civile (voir aussi la Section 6.5 Engagement auprès du public) et des groupes de défense des consommateurs pour recueillir des retours sur la manière dont l'euro numérique peut promouvoir l'inclusion financière.
- En septembre 2025, la BCE a organisé un atelier avec le groupe d'experts du BCN sur l'inclusion financière numérique, qui réunit des experts de 12 BCN.
- Les travaux sur l'accessibilité et l'inclusion se poursuivront dans la prochaine phase, avec des développements supplémentaires sur l'interface de l'application, le processus que les utilisateurs suivront pour commencer à utiliser les services numériques en euros (flux d'intégration) et les mécanismes de soutien pour aider les utilisateurs en cas de problème ou de besoin.

5-4 Calibrage de la limite de maintien

- L'Eurosystème s'engage pleinement à garantir que l'introduction de l'euro numérique soit cohérente avec un environnement financier résilient permettant de transmettre efficacement sa politique monétaire.
- Le développement de la méthodologie pour étalonner une limite de détention appropriée pour l'euro numérique a donc été un axe central tout au long de la phase de préparation.
- Au cours de cette phase, la BCE a réalisé des progrès significatifs dans le développement de la méthodologie d'étalonnage de la limite de détention numérique en euros.
- Dans le cadre de la préparation de la méthodologie, la BCE a commandé une enquête sur le comportement des utilisateurs afin d'éclairer leur attitude envers la détention de l'euro numérique.
- En réponse à une demande formelle des colégislateurs, la BCE a préparé une analyse technique estimant les effets potentiels sur la stabilité financière de différentes limites hypothétiques de détention en euros numériques dans une fourchette identifiée dans la demande, à savoir de 500 € à 3 000 € par individu.
- Les résultats de l'analyse technique ont confirmé que l'utilisation de l'euro numérique pour les paiements quotidiens ne nuit pas à la stabilité financière.
- Dans l'ensemble, l'analyse a confirmé que la limitation des limites de détention peut effectivement restreindre les sorties de dépôts du secteur bancaire, préservant la stabilité financière et soutenant la formulation et la mise en œuvre efficaces de la politique monétaire.

6. Engagement avec les parties prenantes externes

Tout au long de la phase de préparation, la BCE a maintenu un engagement structuré et continu avec un large éventail d'acteurs externes, y compris les acteurs du marché, les décideurs de l'UE, d'autres banques centrales, des organisations de la société civile, des groupes de défense des consommateurs et le grand public.

6-1 Recherche utilisateur

Pour garantir que l'euro numérique réponde aux besoins des citoyens et commerçants de toute la zone euro, la BCE a mené des recherches utilisateur tout au long de la phase de préparation.

Dans un fil de recherche, lors de l'adoption d'une nouvelle méthode de paiement, les consommateurs vulnérables ont souligné la nécessité d'une solution universellement acceptée, avec un design inclusif et intuitif, ainsi qu'un accompagnement en personne dans les agences locales.

Dans un autre courant de recherche, les petits commerçants ont mis en avant les faibles coûts, l'intégration fluide du processus de paiement existant et les préférences des consommateurs comme des facteurs très importants à prendre en compte dans l'adoption de nouvelles méthodes de paiement.

6-2 Engagement avec le marché

- Au cours de la phase de préparation, la BCE a activement collaboré avec un large éventail d'acteurs du marché, y compris les banques et les PSP non bancaires, les commerçants et les consommateurs.
- La BCE a collaboré en continu avec l'Euro Retail Payments Board (ERP) depuis le début de la phase d'enquête afin de s'assurer que l'euro numérique reflète les besoins et attentes des principaux acteurs du marché.

S'intégrer à l'écosystème des paiements

- L'euro numérique vise à favoriser l'innovation et la compétitivité sur le marché européen des paiements au détail.
- Entre novembre 2024 et avril 2025, des sessions techniques dédiées à l'ERP impliquant PSP, commerçants et consommateurs ont été organisées autour de trois piliers thématiques clés : la concurrence, les synergies et le modèle économique.
- Les résultats ont été consolidés dans l'[Ajustement de l'euro numérique dans le rapport sur l'écosystème de paiement](#), qui résume l'engagement global, identifie les bénéfices potentiels et recommande des domaines pour une collaboration technique public-privé afin de maximiser les bénéfices et de réduire les risques.
- Parmi d'autres, plusieurs avantages clés ont été identifiés par la BCE et toutes les parties prenantes.
 - Renforcement de la concurrence
 - Maximisation des synergies
 - Créer une « couche d'acceptation commune »
 - Développer une approche de déploiement échelonné :
 - Activer « l'euro numérique en tant que service »

6-3 Engagement avec les colégislateurs

- Tout au long de cette phase de projet, la BCE a apporté des contributions techniques aux colégislateurs au fur et à mesure de leurs discussions concernant le projet de règlement sur la création de l'euro numérique. Dans cette optique, la BCE salue l'ambition du Conseil des affaires économiques et financières (ECOFIN) de parvenir à un accord du Conseil sur le Paquet monétaire unique d'ici la fin 2025 au sein de la présidence danoise du Conseil.
- Le 19 septembre 2025, les ministres des finances de l'Eurogroupe se sont mis d'accord sur le cadre de gouvernance autour de l'émission de l'euro numérique et sur le processus de fixation d'une limite de détention.
- La BCE maintient également son soutien au débat législatif au Conseil au niveau technique.
- Résilience (mai 2025) :
 - Prévention et détection de la fraude pour l'euro numérique en ligne (juin 2025)
 - Accès aux appareils mobiles (juin 2025) :
 - Mise à jour sur le travail du Rulebook Development Group (RDG) (juin 2025) :
- La BCE a engagé des discussions au sein des forums de l'UE concernant l'importance stratégique de l'euro numérique, ce qui a également été reconnu par les chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro.
- La BCE a informé le Parlement européen des évolutions du projet tout au long de la phase de préparation.
- Concernant les coûts, l'évaluation de la BCE estime que le secteur bancaire de la zone euro devrait investir entre 4 et 5,8 milliards d'euros au total, ou entre 1 milliard et 1,44 milliard d'euros par an sur quatre ans (soit 3,4 % des budgets annuels de modernisation informatique des grandes banques et environ 0,7 % du bénéfice net de l'univers bancaire de la zone euro, qui s'élève à environ 197 milliards d'euros, en 2023).

6-4 Engagement avec la communauté académique

- La BCE a intensifié son engagement auprès de la communauté académique afin de favoriser le dialogue sur l'euro numérique avec ceux qui étudient ses potentielles implications économiques, juridiques et technologiques.
- Pour renforcer davantage ce dialogue, un appel à propositions sur des sujets liés aux monnaies numériques des banques centrales (MNBC (MNBC), aux actifs numériques, aux systèmes de paiement et aux marchés numériques des capitaux a été lancé.

6-5 Engagement avec le public

- Les activités de communication publique ont été une pierre angulaire de la phase de préparation de l'euro numérique, visant à sensibiliser, à lutter contre la désinformation et à instaurer la confiance parmi les citoyens et parties prenantes européennes.
- La BCE a maintenu une présence publique solide grâce à des interventions et événements de grande envergure.
- En plus de ces engagements de haut niveau, la BCE a organisé des séminaires en ligne destinés à des publics spécifiques.

7. Voie à suivre

- Le 23 octobre 2025, les dirigeants européens ont appelé à des progrès accélérés dans le développement d'un euro numérique.
- Avec la prochaine phase du projet sur l'euro numérique, la BCE vise à être prête pour une éventuelle première émission de l'euro numérique en 2029
- Pour réaliser cette ambition commune, l'Eurosystème se concentrera sur trois principaux axes de travail.
 - Amélioration de la préparation technique
 - Approfondissement de l'engagement sur le marché.
 - Soutenir le processus législatif.
- En regardant vers l'avenir, la préparation de l'Eurosystème à un euro numérique suivra une approche flexible et modulaire.
- La date d'émission effective et la décision éventuelle du Conseil d'administration de la BCE concernant l'émission d'un euro numérique restent sujettes à la décision des colégislateurs de l'UE.

B. COMMENTAIRES

1. Imaginez-vous un seul instant dans la peau d'un député européen, appelé à voter ce projet.

Vous avez reçu ce genre de document, et vous êtes harcelé en permanence par :

- Le **CONSEIL** (au sein duquel la BCE-SEBC règne en maître)
- La **COMMISSION** (chargée d'inscrire les lois et règlements du Conseil dans le calendrier du Parlement)
- La Prestigieuse **COMMISSION PARLEMENTAIRE ECON des AFFAIRES ECONOMIQUES ET MONÉTAIRES** qui vous a « choisi » pour représenter votre « parti européen » (une nébuleuse totale)
- Les **SYNDICATS PROFESSIONNELS**, consacrés au rang des « **AUTHORITIES** » (élaborant les lois et règlements de leur secteur) :
 - EUROPEAN BANK AUTHORITY (EBA) ;
 - EUROPEAN INSURANCE AND OCCUPATIONAL PENSION AUTHORITY (EIOPA) ;
 - EUROPEAN SECURITIES AND MARKER AUTHORITY (ESMA)
- LES LOBBIES DE CES « **AUTHORITIES** »
 - GLOBAL LEGAL EQUITY ENTITY IDENTIFIER FOUNDATION (GLEIF)
 - INTERNATIONAL ASSOCIATION OF DEPOSITS INSURERS (IADI)
 - INTERNATIONAL ASSOCIATION OF INSURANCE SUPERVISORS
- La PRESSE AUX ORDRES (qui relaie « la bonne parole » dans tous les pays et dans toutes les langues)
- LES « RAPPORTS » ET LES NOMBREUSES VISITES « COURTOISES » DE LA BCE ...

Le rapport détaillé, synthétisé dans « LA VERSION OFFICIELLE » ne nie pas cette pression.

« Les activités de communication publique ont été une pierre angulaire de la phase de préparation de l'euro numérique, visant à sensibiliser, à lutter contre la désinformation et à instaurer la confiance parmi les citoyens et parties prenantes européennes ».

Vous êtes capable de « décoder » ce genre de document ?
Il est truffé de mots puisés dans la novlangue européenne, basée sur l'anglais mais « construite » par des hauts fonctionnaires particulièrement prolixes.
Vous avez reçu des documents contradictoires et/ou alternatifs ?
Non bien sûr !
Même les « prestigieuses instances académiques » et leurs nombreux « Prix Nobel » (prix décernés par la Banque de Suède) ont été consultés (et bien payés) pour « valider » ce « beau projet ».

2. Un projet pour le peuple ? Vous ne pouvez pas vous y opposer...

A aucun moment, ce document ne parle des multinationales et de la haute finance.

Ce beau projet est uniquement présenté comme un projet pour le Grand Public avec des solutions que tous les citoyens utilisent déjà dans leur vie courante...

Relisez bien tous ces « avantages du futur « euro numérique » qui seront disponibles en 2029 ou plus tard : toutes les applications actuelles sont déjà en place depuis plusieurs années.

- Possibilité de paiements hors ligne via carte ou téléphone sur une large gamme de smartphones et de wearables
- L'euro numérique serait monnaie légale.
Par conséquent, garantir qu'il soit accessible à tous les citoyens et hautement utilisable – quel que soit l'âge, les capacités ou la culture numérique – a été un principe directeur tout au long de la phase de préparation.
- Nous nous félicitons donc que les propositions législatives relatives au cours légal des espèces et à l'euro numérique aient été traitées comme un seul « paquet » de mesures.
Cela souligne encore davantage le fait que l'euro fiduciaire et l'euro numérique sont une seule et même monnaie, même s'ils utilisent des technologies différentes.
- Notre engagement en faveur des espèces se reflète également dans le processus en cours de conception de nouveaux billets en euros.
Le nouveau graphisme s'inspirera soit du thème « La Culture Européenne », soit du thème « Fleuves et Oiseaux ».

« Comme je l'ai dit, ensemble, les espèces et l'euro numérique permettront de préserver notre souveraineté monétaire et la liberté de choix en matière de paiements »

(Déclaration introductive de Piero Cipollone, membre du directoire de la BCE, devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Bruxelles, le 3 juin 2026).

Préserver la souveraineté ?

Depuis plus de trente ans, le SEBC a toujours accepté la domination américaine des moyens de paiement internationaux avec les monstres internationaux que sont (entre autres) : VISA, MASTERCARD et PAYPAL.

La raison ?

Il ne fallait surtout pas fâcher le « grand partenaire commercial et financier américain » qui « *accepte des déficits plantureux de sa Balance des Biens avec l'Europe depuis près de 70 ans* » quitte à subir des déficits croissants dans le domaine des services (Balance des Services).

Les gels d'avoirs et les menaces de D. TRUMP ont complètement « évolué ».

Les risques sont apparus à partir de l'année 2022, date de l'invasion de l'Ukraine : l'Union européenne a gelé 210 milliards d'euros d'avoirs souverains russes dès le début de cette guerre.

Par contre, il fallait « légaliser » cette opération.

« Le jeudi 11 décembre 2025, les États membres de l'Union européenne ont trouvé un accord pour consolider le cadre juridique du gel des actifs souverains russes.

Objectif : éviter tout blocage politique, prévenir les risques financiers et ouvrir la voie à un prêt européen destiné à la reconstruction de l'Ukraine » (toute l'Europe).

Nous allons même en exposer les pires risques pour nos États, nos citoyens et la Justice.

« L'euro numérique et l'euro fiduciaire sont une seule et même monnaie ? »

Evidemment, cette affirmation est totalement fausse, et c'est ce que nous allons démontrer.

Nous venons de développer ce (très long) discours officiel (désolé) qui a été entièrement validé par cette Commission des Affaires Économiques et Monétaires malgré tout le non-dit et l'absence de rapports contradictoires.

Dans le prochain article, nous allons reprendre « le concept » de la Monnaie pour bien montrer « la paresse intellectuelle » de cette commission.

Nous poursuivrons sur d'autres thèmes : techniques et philosophiques mais aussi politiques, fiscaux et juridiques.

EN CLAIR, IL EST INDISPENSABLE DE DENONCER LES IMPASSES ET MONTRER TOUS LES RISQUES DE CE « BEAU PROJET ».

Nous devons donc revoir les Traités de Maastricht et tous les autres traités dans les plus brefs délais car la gestion de nos monnaies et de « notre Europe » est calamiteuse.



<https://www.amazon.fr/dp/B0G25QL6J5>

English

Finally! My research (for 30 years) has led to the long-awaited answers: Why should we fight neo-liberalism? How to fight it?

Type here (for the AMAZON KDP Link)

Italiano

Finalmente! Le mie ricerche (negli ultimi 30 anni) hanno portato alle risposte tanto attese: perché dovremmo combattere il neoliberalismo? Come combattere?

Digitare qui (per il collegamento AMAZON KDP)

English

Schließlich! Meine Forschung (seit 30 Jahren) hat zu den lang erwarteten Antworten geführt: Warum muss man den Neoliberalismus bekämpfen? Wie bekämpft man ihn?

Italiano

¡Por último! Mis investigaciones (desde hace 30 años) han dado lugar a las respuestas tan esperadas: ¿Por qué hay que combatir el neoliberalismo? ¿Cómo combatirlo?